

**Le Premier ministre présente ses vœux aux fonctionnaires :  
Circulez, il n'y a rien à voir !**

Le 23 janvier à Metz, le Premier ministre avait décidé de présenter ses vœux aux fonctionnaires. Après avoir écouté attentivement son discours, la FGF-FO constate que le Premier ministre n'a rien entendu des revendications et attentes légitimes des agents de la Fonction publique.

Rien sur l'augmentation du point d'indice, rien sur l'amélioration des déroulements de carrière (mesures catégorielles), rien sur la fin des suppressions et destructions d'emplois publics...

Une fois de plus, les fonctionnaires se sentent délaissés et méprisés, alors qu'ils remplissent leurs missions dans des conditions de plus en plus difficiles.

Certes, le Premier ministre a réaffirmé son attachement au Statut général, comme le répète depuis son arrivée la ministre de la Fonction publique, mais c'est loin d'être suffisant pour satisfaire les fonctionnaires !

Après le Président de la République qui a décidé de réduire de 68 milliards les dépenses publiques en quatre ans (14 milliards dès 2014), on constate que :

- la Fonction publique va perdre ses capacités d'intervention, diminuant le service rendu à l'utilisateur,
- les agents publics verront leur traitement baisser dès le 31 janvier 2014 (en raison de la hausse des cotisations liées à la réforme des retraites),
- les conditions de travail vont se dégrader avec les suppressions d'effectifs.

Le Premier ministre a dit « *le dialogue social est la clé du succès* » Mais il a oublié un point essentiel au fonctionnement du dialogue social : c'est qu'il faut écouter et entendre ses interlocuteurs. En faisant le choix de continuer d'appliquer la politique d'austérité, le Premier ministre démontre plutôt qu'il poursuit son chemin seul sans prêter attention aux agents publics.

**Face à un tel constat, la FGF-FO soutient avec force le rassemblement interprofessionnel initié par la Confédération Force Ouvrière le 29 janvier prochain à Paris.**

**De même, la FGF-FO participera et s'inscrira dans toutes les démarches à venir qui permettront au plus vite la mise en place du rapport de force le plus large possible pour changer cette politique d'austérité, suicidaire pour le Service public, la Fonction publique et plus largement la République.**

PARIS, le 24 janvier 2014